

« La droite a imposé ses thèmes, sa langue, son idéologie »

Pierre-Yves Dermagne

Pierre-Yves Dermagne, 36 ans, se souviendra de l'année 2017 ! En janvier, le député-échevin socialiste de Rochefort héritait du portefeuille ministériel de Paul Furlan emporté par les flux et les reflux de Publifin. L'été venu, cet amateur de vélo et fan des Rolling Stones devait se rendre à l'évidence : sa carrière ministérielle se fracasserait sur la tactique inédite mise au point par Benoît Lutgen pour évacuer le PS. Mais dès septembre, le voilà amené à succéder à Christophe Collignon comme chef de groupe PS au parlement de Wallonie. Plus que jamais et malgré les aléas de la vie politique, Dermagne apparaît désormais comme une des personnalités qui comptent dans le paysage politique francophone. Dans son nouveau rôle de chef de groupe, il a déjà montré un réel talent pour les joutes oratoires avec les barons du nouveau gouvernement MR-CDH.

- Les affaires : « J'ai failli arrêter la politique. »
- Le Chantier des idées : « On retrouve du temps pour penser, une liberté de ton. »
- La droite : « Elle a fait triompher ses thèmes, imposé son agenda, son vocabulaire. »

Nouveau chef de groupe au parlement wallon, Pierre-Yves Dermagne repositionne le PS après les affaires et la chute dans les sondages.

Les sondages sont inquiétants. Il y a des tendances lourdes, alarmantes,

compréhensibles : je comprends les électeurs et militants qui ont été choqués et dégoûtés par le comportement de certains. J'en fais partie. Ça a même été un motif de remise en cause de mon investissement en politique...

Vous avez songé à quitter la politique ?

Oui, à arrêter. Avant la démission de Paul Furlan et avant qu'on ne m'appelle pour le remplacer. Les semaines qui ont précédé, j'ai eu des moments de doute. J'ai envisagé de démissionner de mes mandats. Je l'ai mal vécu.

Quoi, vous étiez la cible d'insultes ?

Il y avait une animosité. Plus forte sur les réseaux sociaux qu'en vis-à-vis. On a vécu des moments douloureux, et en même temps je trouve qu'aujourd'hui, on revit une séquence intéressante. Je vois des militants revenir aux assemblées, parfois des gens que je n'avais plus vus depuis longtemps. Et le fait qu'on arrive à la clôture du chantier des idées dans les circonstances que l'on connaît, en étant débarqués du gouvernement wallon... Les gens

voient la différence dans les prises de position, sans parler de ce qu'ont pu déclarer des responsables MR ou CDH. Jéholet...

Ça a un peu reboosté le débat au PS ?

Pas « un peu ». Les discussions qui ont traversé le parti à un moment donné à propos de la présidence d'Élio Di Rupo ont laissé la place à autre chose, les gens repartent des projets, ils sont choqués par les déclarations sur les chômeurs, les attaques remobilisent. On revient à des thèmes concrets, on repart de l'idéologie. On retrouve du temps pour penser, une liberté de ton. Bref, pour la vie interne au parti, le débat d'idées, c'est une bonne chose. Pas pour les gens au quotidien. Je ne suis pas de ceux qui aiment la formule : « Sans nous, ce serait pire », mais on voit bien que c'est comme ça.

Retour aux affaires : la réaction du PS a-t-elle été à la hauteur ?

On a expulsé ceux qui ont fauté. De Decker, Destexhe, Kubla sont toujours au MR. On leur a retiré la présidence du club de bridge, de l'amicale, mais ils sont

toujours membres de leur parti. Même chose pour Dominique Drion au CDH. Nous, on a exclu des gens. Et on a pris des réformes internes fortes en gouvernance. Mais c'est vrai que les dérives de certains ont entaché le message. C'est une difficulté. Un peu moins aujourd'hui, mais elle reste importante. Peut-être est-ce pour cela que je suis là, cela requiert de nouveaux porte-parole à côté des figures plus expérimentées.

Les formations socialistes sont en difficulté partout en Europe. Un affaiblissement. Le problème est profond ?

Oui. Tout ça s'inscrit dans une victoire

idéologique de la droite, avec l'école de Chicago, via les universités, écoles de commerce, facultés d'économie... Une hégémonie intellectuelle. Elle a fait triompher ses thèmes, imposé son agenda. Dans le vocabulaire, c'est clair.

Le vocabulaire ?

Il y a une novlangue. Prenez le terme « charges sociales ». Ce ne sont pas des « charges », mais une protection, des pensions, des remboursements de soins de santé... Mais non, on parle de « charges », quelque chose de lourd, négatif. Ils disent aussi « libérer le travail », « flexibilité ». C'est quoi ? Les horaires coupés, les intérim, les contrats zéro heure comme en Angleterre. Il y a un vocabulaire imposé. Ce qui est dû aussi au fait qu'à gauche, on manque de bureaux d'études, de think tanks, de relais d'opinion. Alors on habille tout d'une novlangue. Il faut déconstruire.

Complicé. Les formules sont ancrées.

Chez nous aussi, parfois, on utilise le terme « charges sociales », il y a une contamination. J'en reviens au chantier des idées : la gauche est forte quand elle propose son propre agenda. Voyez Corbyn en Grande-Bretagne et son magnifique slogan : « For the many not the few ». Pour le plus grand nombre, pas pour quelques-uns.

N'est-ce pas le PTB qui porte ce slogan aujourd'hui ?

Le PTB est toujours dans le slogan. Bon, j'ai beaucoup de sympathie pour les militants, j'ai même failli basculer à une époque, quand j'étais étudiant.

Comme tout le monde...

Oh, ça dépend... Moi, j'étais en fac de droit à Louvain-la-Neuve, alors... (rires) Bon, il ne doit pas y avoir que le discours. Raoul Hedebouw louvoie, il dit que le pouvoir, ce n'est pas avant 15 ans... Les gens que je rencontre, ce qu'ils veulent, c'est maintenant.

Bodson, lui, veut une coalition PS-Ecolo-PTB.

L'électeur se prononcera, ensuite les politiques prendront leurs responsabilités. Thierry Bodson soutient que si c'est numériquement possible, les travailleurs ne comprendraient pas... J'entends. Mais ça appelle un discours de vérité du PTB, je lui dit. Je rappelle qu'il existe un exemple de réussite d'un mouvement progressiste, politique, associatif, syndical : le Ceta. On peut critiquer le résultat, mais c'est grâce au PS, à l'intelligence politique de Paul Magnette, que ça a été possible.

En conclusion : vous avez dit que la gauche devait réimposer son agenda.

Citez trois propositions potentiellement remobilisatrices.

La réduction collective et le partage du temps de travail.

Avec maintien du salaire ?

C'est un ensemble, si c'est compensé par une offre augmentée de sécurité sociale, par une série de services publics gratuits, comme les transports en commun. Je citerai encore l'individualisation des droits sociaux. Et la globalisation des revenus. Voilà trois idées phares. Elles ne sont pas neuves. Mais les grandes conquêtes sont le fruit de processus longs. Ambroise Croizat, fondateur de la Sécurité sociale en France, disait qu'il ne fallait pas parler d'ucquis mais de conquits sociaux. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY
ERIC DEFFET

ANALYSE

Montagne

Après les affaires, les exclusions, les tensions autour du leadership, l'éviction en Wallonie, après tout ça, on en passe, le PS effectue sa rentrée politique en deux temps : ce dimanche en congrès classique à Bruxelles, le 26 novembre en congrès idéologique à Liège. C'est peu dire que la séquence a son importance pour un parti de masse que les sondages redimensionnent dramatiquement.

Dans le contexte, le langage vérité de

Pierre-Yves Dermagne ne peut pas faire de mal. Le nouveau chef de groupe wallon explique que les affaires ont failli emporter la maison, qu'il a lui-même douté, songé à quitter la vie politique, que la présidence d'Élio Di Rupo a été mise en cause au passage, que la gauche réformatrice européenne est dans

le lac, que la droite remporte la bataille des idées et des mots. En même temps, cette franche lucidité dans le diagnostic donne mécaniquement du crédit aux attentes dont il fait part dans la foulée : le retour au débat d'idées, l'ébauche de remobilisation militante, la

portée possible du Chantier des idées, l'impact des réformes internes en matière de gouvernance, l'émergence graduellement d'une génération politique en vue de 2019. Dont il fait partie plutôt deux fois qu'une, à en juger par ses propos cash et riches aujourd'hui. Pour finir, en marge de notre interview, Pierre-Yves Dermagne cite Albert Camus et son mythe de Sisyphe en guise de référence, et ce n'est pas absurde : dans le monde comme il va, on voit bien que les partis démocratiques, le PS certainement, ont une montagne devant eux.

D.C.I. E.D., B.D.Y

Wallonie « Avec le MR au pouvoir, on voit que les choix sont en faveur des plus riches »

Vous avez été brièvement ministre. Vous voici chef de groupe...

Ma nouvelle fonction est plus délicate, surtout à la tête du principal parti d'opposition. Il faut le ton juste, une maîtrise de tous les dossiers. En tant que ministre des Pouvoirs locaux, j'évoluais dans des matières que je connaissais comme juriste et comme élu local. En plus, j'arrive comme chef de groupe dans un contexte inédit...

Une promotion ?

Je n'ai pas de plan de carrière. Cette désignation est accidentelle. Il y a une motivation naturelle au sein du groupe PS. Les gens sont jeunes, un peu frustrés par le travail en majorité. Ils ont l'occasion d'exprimer leur motivation, aussi à travers leurs valeurs après l'épisode que nous venons de vivre.

La question du cumul animera les prochaines échéances électorales. Quelle est votre position ?

En interne au PS, j'ai plaidé pour le décumul intégral pour permettre à une nouvelle génération, et pas forcément des jeunes, de participer au processus politique. Mais idéalement, il faudrait légiférer pour que tout le monde soit sur le même pied. En Wallonie, le critère du taux de pénétration est incompréhensible. On doit clarifier les choses. C'est le sens de l'histoire. La population le souhaite. Les responsabilités municipales sont de plus en plus exigeantes, même dans de petites

communes, elles méritent qu'on s'y consacre pleinement.

Visant le PS, la nouvelle majorité dit que c'est l'heure du grand changement...

C'est faire fi des réalités politiques : le PS n'a jamais été en majorité absolue. On peut dire cela aussi du CDH dans ce cas... Moi, je n'ai pas de problème avec l'alternance. Mais quand je vois ce qui attend les gens avec le MR, la présence du PS dans l'opposition n'est pas une bonne chose.

Quels sont les sujets d'inquiétude ?

Le problème avec la droite, c'est qu'elle ne dit pas ce qu'elle veut réellement faire. Réduire la fiscalité, les structures et les dépenses publiques, d'accord, et puis quoi ? On ne finance plus les maisons de repos ? On supprime des emplois dans le non-marchand ? Les points APE permettent de financer 40.000 emplois en Wallonie. Leur avenir est incertain, comme en France pour les emplois aidés. Dans ce pays, les maires réduisent l'accompagnement extrascolaire, les crèches.

Une réduction des dépenses publiques se fera au détriment de la population, des plus faibles.

Les premières mesures sont déjà tombées...

Le bail d'habitation, quand on voit ce qui a été modifié, c'est quasi uniquement à la demande du syndicat des propriétaires. Ils disent qu'ils ont rééquilibré les rapports

entre propriétaires et locataires. Non ! Les petits changements sont révélateurs : c'est un retour en arrière pour les plus fragiles. Idem pour la réforme fiscale, en tout cas pour les annonces qui ont été faites... Il y a des éléments révélateurs : 2.500 euros d'abattement pour les frais d'enregistrement lors d'une première acquisition immobilière, ce n'est pas mauvais, mais c'est pelliculaire pour un jeune couple par exemple... En face en effet, on supprime la majoration pour l'acquisition d'un troisième ou d'un quatrième bien que nous avions instaurée. Pour un immeuble à 200.000 euros, c'est 6.000 euros de cadeau. On voit que les choix sont en faveur des plus riches.

Avec le MR de part et d'autre, le nouveau gouvernement wallon va-t-il s'installer dans le sillage du fédéral ?

Quand j'entends que Willy Borsus veut faire du gouvernement wallon le prolongement du fédéral, je suis très inquiet. A l'époque, entre le fédéral et la coalition wallonne PS-CDH, il y a eu un bras de fer. Mais il ne s'agissait pas de revanche de la part du PS. Les divergences provenaient du caractère autonome des projets. Avec le CDH, nous venions avec des questions précises, sur des erreurs de chiffres. Nous étions offensifs, c'est vrai. Mais nous avons mis en lumière, comment dire..., des tentatives d'escroquerie à l'égard de la Wallonie. Il faut rester vigilant ! ■

Propos recueillis par
D.C.I., E.D. ET B.D.Y

L'AFFAIRE FRANCKEN

« Les absences de réaction du MR, ce sont des petits Munich »

L'affaire Francken : PS et Ecolo sont très critiques. Partagez-vous l'imagerie d'Ecolo J sur ce dossier ?
Il y a quelque chose de pervers dans la communication de Theo Francken. C'est vicieux et très intelligent. C'est calculé. Ce sont des dérapages, mais contrôlés. Cela s'inscrit donc dans une stratégie de communication. Il est difficile de ne pas réagir à ces provocations parce qu'elles sont scanda-

leuses. Systématiquement, il va toujours un peu plus loin. Mais une réaction caricaturale donne à Francken la posture de la victime, ce qu'il adore. Cela dit parfois, le mauvais goût peut répondre au mauvais goût, voilà... Il y a un droit à la caricature, à l'exagération, c'est reconnu par la Cour européenne des Droits de l'homme. En tant qu'humaniste de gauche ou de droite, il est impossible de ne pas réagir à ça. Ce qui me rend malade, c'est le manque de réaction forte des dirigeants du MR, de Charles Michel, d'Olivier Chastel, de Richard Miller qui était la conscience du libéra-

lisme social. Ne pas l'entendre réagir sur ça, c'est interpellant et choquant. A chaque fois, l'absence de réactions à la provocation, ce sont des petits Munich. (Les accords de Munich ont été signés à la fin de la conférence de Munich, le 30 septembre 1938, par l'Allemagne (Hitler), l'Italie (Mussolini), la France (Édouard Daladier) et le Royaume-Uni (Neville Chamberlain). Ils obligent la Tchécoslovaquie à céder la région des Sudètes à l'Allemagne nazie. La France et l'Angleterre entendaient

ainsi éviter une nouvelle guerre, NDLR). La popularité de Theo Francken monte en Wallonie. Son message flatte les bas instincts et les passions tristes. C'est dangereux. Cela renvoie à une capitulation face à des provocations. Je parle de Munich parce que s'il n'y avait pas eu les accords de Munich, il n'y aurait pas eu la suite. On a laissé une porte ouverte. Le PS parle-t-il assez fort ? Dans votre électorat aussi, des gens craignent l'immigration. On en revient à la difficulté de déconstruire un message

simplicite et populiste. Cela prend du temps. Pour la gauche surtout, c'est la difficulté de s'adresser de façon collective aux gens. La droite s'adresse de manière individuelle aux gens. C'est plus facile d'envier son voisin que de penser de manière collective. On le voit sur le terrain : des gens sont contre l'immigration, mais se battent pour la petite réfugiée qui est dans la classe de leurs enfants. Etre de gauche et progressiste, c'est parfois décourageant en raison d'une actualité comme celle-ci.

D.C.I., E.D. ET B.D.Y